

Caux: ouverture

Le président de la conférence du Travail amène toute la délégation de Malaisie



Délégués du gouvernement, des syndicats patronaux et ouvriers de Malaisie en compagnie de M. Conrad Hunte, de Jamaïque, de M. William Jaeger, de Grande-Bretagne, et de notre rédacteur M. Daniel Mottu (à dr.). Au centre : le ministre du travail, M. V. Manickavasagam, président de la conférence de l'Organisation du travail à Genève.

LE ministre du travail de Malaisie, M. V. Manickavasagam, qui faisait partie du comité d'accueil pour la troupe de la revue du Réarmement moral. Il est permis de se pencher au-dehors à Kuala Lumpur le mois passé, a exprimé sa gratitude pour ce que ce groupe international avait accompli dans son pays. « Nous espérons vivement, a-t-il ajouté, qu'après leur tournée en Australie, Nouvelle-Zélande, Papouasie, et dans d'autres pays d'Extrême Orient, ils accepteront l'invitation que nous leur avons présentée de revenir en Malaisie. Le Réarmement moral nous est d'un grand soutien pour renforcer l'unité entre les diverses commu-

nautés raciales de mon pays. » Ces diverses communautés étaient représentées dans la délégation qui se trouvait à Caux avec le ministre. On y remarquait notamment M. Teh Thean Choo, président de l'Association des banques commerciales de Malaisie, M. S.J.H. Zaidi, secrétaire général honoraire du Congrès des syndicats ouvriers, et M. P.P. Narayanan, secrétaire général de la Fédération des ouvriers des plantations.

Les ministres du travail du Kenya et de l'Ouganda, MM. Mwendwa et Lakidi, ainsi que M. Tirvengadam, secrétaire parlementaire de l'île Maurice, ont également visité Caux au cours de ce week-end d'ouverture.

Suisse: un « non » qui oblige

LE pire a été évité. Mais le résultat — 654 588 « non » contre 577 714 « oui » indique bien que la partie fut serrée.

Le fait le plus encourageant de cette votation est le pourcentage élevé des votants : 74 % en moyenne pour toute la Suisse. On a vu sortir de leur réserve ces milliers de citoyens qui, ces dernières années, s'étaient endormis dans l'abstentionnisme civique — en Suisse romande notamment. Genevois, Lausannois, Neuchâtelois sont allés en masse aux urnes. Il y a là un indice important pour l'avenir : le peuple entend être consulté sur les questions de fond.

Va-t-on se rendormir maintenant ? Ce serait la pire des choses, mais plusieurs indices laissent espérer que l'on pourra éviter cet écueil.

D'abord le vote serré va inciter tous ceux qui ont combattu l'initiative Schwarzenbach à remédier aux causes qui l'ont rendue possible. Gouvernement, industriels, chefs syndicalistes seront, dans cette phase, particulièrement sur la sellette.

D'autre part, la campagne électorale a eu un mérite : elle a placé la Suisse devant un miroir ; nous nous sommes vus tels que nous étions. Le spectacle n'était pas très beau, mais sans doute plus réaliste que celui qui apparaissait dans les discours du 1^{er} Août !

La Suisse et l'Europe de demain

Enfin, on peut compter sur M. Schwarzenbach pour ne pas laisser le gouvernement en paix. Parlant à la télévision, dimanche soir, il a d'ailleurs montré un peu où il voulait en venir en déclarant que le vote, favorable à son initiative, de la Suisse dite « primitive » — c'est-à-dire des cantons où naquit la Confédération : Suisse centrale, Berne, Soleure, Fribourg — indiquait bien « qu'il ne s'agissait pas d'une question de xénophobie, mais

d'une préoccupation sur l'avenir de la Suisse ». Plus encore, il a laissé entendre que dans son esprit, les vrais patriotes ne pouvaient que s'opposer à des bouleversements politiques tels que l'adhésion de la Suisse au Marché commun ou aux Nations Unies. Pour lui, l'unité de l'Europe se fera sur la base de « l'Europe des patries ».

On le voit, M. Schwarzenbach ne manque pas de talents quand il s'agit de brouiller les cartes. On peut discuter de l'opportunité de l'adhésion de la Suisse au Marché commun ou aux Nations Unies, mais cette manière de s'y opposer à l'avance et par principe au nom du « patriotisme » est pleine de dangers ; elle procède d'une attitude basée sur le passé plus que sur l'avenir qu'il faudra bien construire. C'est en cela que M. Schwarzenbach est dangereux pour la Suisse.

Relevons, dans le *Journal de Genève*, le commentaire pertinent de son directeur politique, M. Bernard Béguin : « L'initiative Schwarzenbach a mobilisé dans les cantons primitifs une conception nostalgique de « l'esprit suisse ». Le matérialisme forcené de notre « société de consommation » a creusé un vide sur le plan spirituel. Les indices ne manquaient pas. Ils ont été négligés. Cela a failli nous coûter cher. Il vaudrait mieux s'en souvenir, lorsque nous reprendrons demain le trantran quotidien.

« L'initiative Schwarzenbach a également fait jouer un réflexe qu'il faut bien appeler xénophobe, dans des milieux urbains semblables à ceux qui soutiennent en France le poujadisme, et en Angleterre M. Enoch Powell. Ces sentiments ne sont ni beaux, ni généreux, mais s'il y a à Genève 20 000 électeurs frustrés, particulièrement dans les quartiers populaires, c'est peut-être quand même que la « vocation internationale » n'a pas les mêmes attraits pour tous. C'est à ceux qui en tirent le meilleur parti — spirituel et culturel autant que matériel — qu'il incombe maintenant de réfléchir aux moyens de panser les blessures et de combler le fossé. »

La force d'une nation

par Mammo Wodneh

Journaliste et auteur, Mammo Wodneh est directeur du service des publications pour le Gouvernement général de l'Erythrée, à Asmara. Le texte ci-dessous est condensé d'un article paru en langue amharique dans le journal d'Addis-Abéba Ethiopia.

La prospérité d'un pays ne dépend pas de ses richesses naturelles, de son développement industriel, de l'étendue de son territoire, du nombre de ses habitants. Elle dépend du sens de responsabilité de ses citoyens.

Autrefois, je m'imaginai qu'une fois mon devoir accompli au bureau, j'étais libre d'utiliser mon temps comme je l'entendais. Boire, m'amuser sans retenue, tout cela était normal tant que je ne faisais de tort à personne. Mais plus je buvais, plus mes capacités intellectuelles diminuaient et moins j'étais efficace. L'argent que j'utilisais pour mes plaisirs était déduit du revenu de mon ménage et c'était les miens qui en pâtissaient. Ayant pris l'habitude de puiser dans la caisse familiale, rien ne pouvait ensuite m'empêcher de puiser dans celle de l'Etat.

Mais Dieu m'a révélé l'ampleur de mes fautes. Un examen de ma conduite m'a permis de m'amender. J'ai renoncé à la boisson et à la tromperie. En retour, j'ai reçu une conscience libre et l'affection de ma famille. J'ai compris alors ce qu'implique être un citoyen responsable.

Le monde est chargé de problèmes et notre pays n'en est pas exempt : désirs insatiables chez les jeunes, ambition et égoïsme démesurés chez les élites, criminalité en hausse. Mais ce qui est préoccupant, ce ne sont pas tant ces problèmes eux-mêmes que l'indifférence généralisée devant les remèdes qui devraient y être apportés. Un pays n'est pas seulement menacé par l'invasion étrangère, la pauvreté, l'ignorance. Il y a aussi le relâchement moral, que ce soit l'égoïsme effréné d'un petit nombre ou l'irresponsabilité générale.

Certes, avons-nous besoin de vêtements, de maisons, de gratifications, d'emplois. Mais le pays exige d'abord de nous un nouvel esprit de travail et une volonté de changement. La critique réciproque ne nous avancera en rien, pas plus que l'attitude qui consiste à dire « Je m'en fiche pas mal » ne sera un remède à la confusion générale. Les conseils, qu'ils proviennent de l'Est ou de l'Ouest, ne nous avanceront guère. L'usage de la force ne viendra jamais à bout de nos manquements et de nos rivalités internes.

La prospérité et le progrès dépendent de l'apport de chaque citoyen, de l'égalité entre tous et du changement que chacun accepte d'opérer en lui-même.

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours
Publié par Editions
Théâtre et Films de Caux S.A.
Rédaction, administration, publicité :
Case postale 3, 1211 Genève 20
Tél. (022) 33 09 20 CCP 10 - 25 366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—
Autres pays Fr. 18.—
France F 20.—

à verser au CCP 73, Lyon,
Société Générale, Annemasse

Prix spécial pour étudiants :

Suisse Fr. 9.—
France F 10.—

Rédacteurs responsables :
Daniel Mottu, Paul-Emile Dentan
Imprimerie Corbaz S.A., Montreux

A vendre à Caux

2 beaux chalets-villas de 5 pièces,
garage, 1000 m² de terrain, vue im-
prenable, situation tranquille, dispo-
nibles tout de suite.

Chalet 1 : Fr. 220.000.—

Chalet 2 : Fr. 210.000.—

Agence H. COEYTAUX
1822 Chernex sur Montreux.

ENTREPRENDRE ET RÉUSSIR L'IMPOSSIBLE

Le 6 juin, les portes de Caux se sont ouvertes une nouvelle fois pour les conférences internationales de l'été 1970.

« Façonner un monde nouveau semble une entreprise impossible, lit-on dans l'invitation. Mais entreprendre et réussir l'impossible, n'est-ce pas la dynamique de notre époque ? » C'est autour de ce thème audacieux que vont se succéder, au cours de l'été, diverses sessions auxquelles sont attendus plusieurs milliers de participants. Entre le 3 juillet et la fin août, six avions charters amèneront des délégations de Grande-Bretagne ; d'autres groupes viendront de toute l'Europe, des Etats-Unis, de l'Inde et de divers pays d'Afrique et d'Amérique latine. Des familles françaises se sont annoncées à partir du 10 juillet.

L'une des sessions est destinée pour la première fois « aux milieux artistiques et culturels » et l'initiative en a été prise par des artistes norvégiens. M. Gabriel Marcel et l'écrivain tchéco-suisse Peter Lotar ont annoncé leur participation. Au début d'août, des éducateurs venus du monde entier aborderont quelques-unes des questions qui se posent en vue d'avancer « vers une éducation intégrale ». Des représentants de l'industrie et des milieux économiques ont prévu plusieurs rencontres ; une session aura notamment pour thème « L'agriculture dans les années 70 ».

Bien entendu, Caux reste fidèle à sa tâche qui consiste à être, en dehors de tout cadre officiel, le lieu de rencontre de ceux qui ont à faire face aux problèmes les plus épineux. En juillet, une délégation d'Irlande du Nord y est attendue pour rencontrer quelques personnalités politiques du Haut-Adige qui ont pu avancer dans la voie d'une solution. Des Canadiens seront également présents à cette importante rencontre. « Le grand mérite de Caux me semble résider dans le fait qu'il y est possible, dans un climat de détente unique en son genre, d'analyser les divers foyers de tension dans le monde et d'amener des adversaires à se parler en toute liberté », écrit à ce propos M. Mitterdorfer, député de la communauté de langue allemande au Parlement de Rome.

Tout au cours de l'été, divers cours de formation auront lieu auxquels participeront de nombreux jeunes gens. La formation d'un nouveau type d'homme, le changement des motivations nécessaire à l'émergence d'une société nouvelle seront au centre des tables rondes et des rencontres qui se dérouleront à cette occasion.

Signalons enfin qu'une session spéciale, destinée à des personnalités de la vie politique et économique aura lieu du 26 août au 6 septembre et que sur la scène du théâtre de Caux seront créés plusieurs spectacles nouveaux.

■ *Le Lever de la Nuit*, l'excellente version française de *Happy Deathday*, commence sa carrière dans différents pays d'Europe.

Au Collège Notre-Dame de Basse-Wavre (Brabant, Belgique) deux cents personnes, jeunes et adultes, ont assisté à la projection du film le 22 mai dernier. « Le débat qui suivit la projection, nous écrit notre correspondant, fut fort animé, positif et constructif. » La soirée avait été organisée par la rédaction du journal des élèves du collège *Liberté d'Expression*, qui compte récidiver l'expérience en automne avec d'autres films du Réarmement moral.

A Reconvipliers, dans le Jura, la salle communale avait été mise à disposition par les autorités pour la projection du film. En l'absence du maire, empêché, M. Borel, de Neuchâtel, souligna en guise d'introduction, quelques aspects attachants de la personnalité de l'auteur, le journaliste anglais Peter Howard.

A Nicosie, enfin, *Le Lever de la Nuit* a connu une « première » des plus remarquables en présence d'un membre du gouvernement, du représentant du secrétaire général et du commandant des forces des Nations Unies, de syndicalistes, de membres du corps enseignant et du corps diplomatique. Les participants à cette première projection, nous écrit-on, sont bien décidés à organiser des présentations du film dans toutes les agglomérations de l'île de Chypre.

■ A Panchgani, récemment, vingt-six personnes du nord-est de l'Inde, ont fait état de solutions aux problèmes de leur région (voir *Tribune de Caux* N° 8 du 17 avril) où la paix revient lentement après des années de guerre civile. Jeunes appartenant à toutes les principales tribus, les orateurs participaient à la rencontre organisée sur le thème : « Quand les pays vont mal, que peuvent faire les étudiants ? ».

« Les Nagas ont cherché à trouver une issue à leur problème en important des armes de Chine et du Pakistan, dit l'un d'eux. Des deux côtés on a essayé de résoudre les questions avec de la poudre ; mais où cela nous mène-t-il ? » ajouta le jeune patriote dont plusieurs membres de la parenté ont péri dans la lutte contre l'armée indienne. « Dans mon amertume, continua-t-il, je ne pensais qu'à prendre ma revanche et à tuer mes ennemis. Ici, j'ai perdu cette amertume qui m'aveuglait ; un miracle s'est produit dans mon cœur ; la solution de nos problèmes ne peut passer que par le cœur des uns et des autres. »

Dans l'auditoire se trouvait M^{me} Lakshmi Menon, ancien ministre adjoint des affaires étrangères, qui s'était particulièrement occupée du problème posé par le nord-est de l'Inde.

Très émue par ce qu'elle venait d'entendre, M^{me} Menon demanda la parole après le jeune Naga, dont elle connaissait le village. « Je suis également convaincue que ni la haine, ni la répression, ni l'esprit de revanche ne résoudront rien, que ce soit au Nagaland, au Proche-Orient ou au Vietnam, affirma-t-elle. Cette conviction doit devenir celle de ceux qui tiennent les leviers de commande. » S'il n'est pas possible de transformer d'un jour à l'autre le monde, expliqua l'ancien ministre, il est toujours néanmoins possible de changer soi-même. « Il est impossible de recouvrir le monde de cuir pour qu'il soit propre, dit un proverbe indien, mais on peut mettre une paire de souliers à ses pieds. »

Parmi les participants à la conférence se trouvaient quinze étudiants de l'Université agricole de Haryana, dont le capitaine de l'équipe indienne de hockey aux Jeux olympiques de Tokyo. Le recteur de l'Université leur avait permis de repousser la date de leurs examens afin qu'ils puissent participer à la conférence. Etudiants et professeurs des Universités de Bombay, Delhi, Chandigarh, Poona, Madras et Bangalore étaient également présents. Le Gouvernement du Nagaland a appuyé officiellement la délégation venue de cette province.

Théâtre de Caux

Dimanche 21 juin 1970
à 11 heures du matin

ON JOUERA SANS RIDEAU

pièce en deux actes
de C. Evans, J. J. Odier et A. Tate

présentée par des personnes engagées dans l'industrie française à l'intention principalement de délégués à la conférence de l'Organisation internationale du travail.

Tous ceux que le sujet intéresse seront les bienvenus à cette occasion.

CONFÉRENCES ET SESSIONS DE TRAVAIL

Du 6 juin au 14 septembre, Caux sera ouvert sans interruption.

En plus des sessions mentionnées ci-dessous, des programmes spéciaux de week-end à l'intention des participants aux conférences internationales de Genève sont prévus durant l'été.

4-5 juillet

L'agriculture et son avenir.

12-22 juillet

Session destinée à des ecclésiastiques et laïques de toutes confessions.

24-31 juillet

Conférence pour artistes et représentants des milieux culturels.

Juillet et août

Programme spécial pour étudiants, lycéens et jeunes travailleurs. Ceux-ci pourront rencontrer notamment des représentants des divers secteurs professionnels et des pays du tiers monde.

1^{er} au 10 août

Education : conférence pour professeurs et étudiants.

15 août - 14 sept.

Sessions destinées aux responsables de la vie politique, économique et intellectuelle.

Déclarer la guerre à la misère

PENDANT les vingt-deux années qu'il fut directeur général de l'Organisation internationale du travail, — poste dans lequel il fit valoir de remarquables qualités de cœur autant que d'intelligence — M. David Morse a présenté chaque année un « rapport » sur les grandes tâches qu'il convenait d'entreprendre dans le monde. C'est ainsi que l'an dernier, année du cinquantenaire de l'OIT marquée par la visite du pape à Genève, M. Morse lançait le « Programme mondial de l'emploi ».

Cette année, M. Morse a choisi de déclarer la guerre à la misère qui règne dans le monde. « Je hais la discrimination du plus profond de moi-même, dit-il dans sa préface ; le spectacle de la pauvreté qui règne dans le monde m'est intolérable ; je suis accablé par les souffrances que la maladie inflige partout, et surtout parmi les populations les moins fortunées... L'OIT peut être le puissant instrument d'une campagne mondiale contre ces maux. Ce dernier rapport est un appel à toutes les nations du monde pour qu'elles réaffirment leur volonté de poursuivre ensemble et d'intensifier la guerre contre le besoin. »

Ces quelques phrases résument le thème des discussions qui auront lieu au cours du mois de juin lors de la 54^e conférence de l'OIT, groupant à Genève, rappelons-le, des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs de plus de 120 pays.

La misère, comment la définir autrement que par des exemples ? De 10 à 15 % de la population du globe souffre de sous-alimentation, et de 30 à 50 % de malnutrition. La superficie des terres agricoles par habitant dans les pays en voie de développement et à croissance démographique rapide ne dépassera pas sous peu le quart de ce qu'elle est dans les pays avancés. Dans la moitié des pays d'Asie et dans presque tous les Etats d'Afrique en voie de développement, la mortalité est au moins vingt-cinq fois plus forte qu'en France ou au Royaume-Uni. Mais la misère n'est pas localisée dans les pays du tiers-monde, loin de là. En 1950, des statistiques officielles signalaient que le quart de la population de l'Italie, soit 12 millions de personnes, vivaient dans la pauvreté. A la fin des années cinquante, le développement de l'emploi dans les pays du nord de l'Europe permit à de nombreux Italiens d'aller travailler dans les grands centres industriels « réduisant ainsi sensiblement la misère... et la transformant en pauvreté ». Cependant, les conditions de loge-

ment de ces travailleurs, dans les bidonvilles et les baraquements des grandes villes européennes « relevaient non plus de la pauvreté, mais de la misère ». Quel sombre cercle vicieux !

A Rio de Janeiro, le nombre d'habitants continue de s'accroître à raison de cinq mille personnes par semaine. « L'exode qui entraîne la population des régions rurales primitives vers la misère des bidonvilles, écrit M. Morse, a provoqué dans beaucoup de pays une crise urbaine quasi insurmontable dans son ampleur. Vivant entassés dans des conditions insalubres, généralement sans chauffage, sans électricité et sans eau potable, souvent même sans abri, les migrants ne sont guère mieux qu'ils n'étaient dans leurs campagnes arriérées. Le chômage sévit et ils sont réduits à vivre du revenu misérable qu'ils tirent de la mendicité ou de petites activités tertiaires. »

Parmi les autres signes de pauvreté et de misère — où se situe la frontière entre ces deux tragédies de l'homme d'aujourd'hui ? — M. Morse souligne la misère de l'instruction, tout en rappelant que l'une des causes principales de la pauvreté réside dans le fait que l'agriculture reste une agriculture de subsistance et non de rendement dans la majeure partie du tiers-monde. A cela s'ajoutent des inégalités sociales flagrantes dans les pays en voie de développement : un petit nombre d'hommes détient non seulement la majorité des terres cultivables, mais aussi la fortune du pays. Les dépenses publiques ne sont pas toujours envisagées en fonction des besoins des plus pauvres, et « l'apartheid » économique et social est tout aussi pesant dans nombre de pays que le régime politique tant décrié de l'Afrique du Sud.

Une volonté pour le changement

A ces conditions tragiques, M. Morse voit plusieurs remèdes, pour autant, bien sûr, qu'ils soient accompagnés de la volonté politique de s'atteler à la tâche, volonté qui fait, hélas, souvent défaut.

Premièrement, il faut, pour assurer les conditions d'une croissance économique rapide et assurer le dépassement des conditions minimales d'existence, augmenter les investissements, ce qui laisse d'autant moins de ressources pour la consommation publique et privée. Donc, austérité gouvernementale délibérément consentie.

Ensuite, il s'agirait de mettre sur pied, dans l'ensemble du tiers monde, un vaste programme de réforme agraire, pour mettre fin au servage, inhumain et avilissant.

Enfin, toujours dans le domaine agricole, il s'agirait de limiter autant que possible les trop fameuses fluctuations des prix payés aux producteurs, que ce soit de café, de cacao, d'arachide ou d'autres denrées, tout en facilitant la constitution des stocks, le développement de la commercialisation et l'élimination des intermédiaires.

Ainsi, pense M. Morse, pourrait-on faire lentement progresser les masses rurales du monde et les arracher à la misère. Ces masses, rappelons-le, forment les deux tiers de la population du globe.

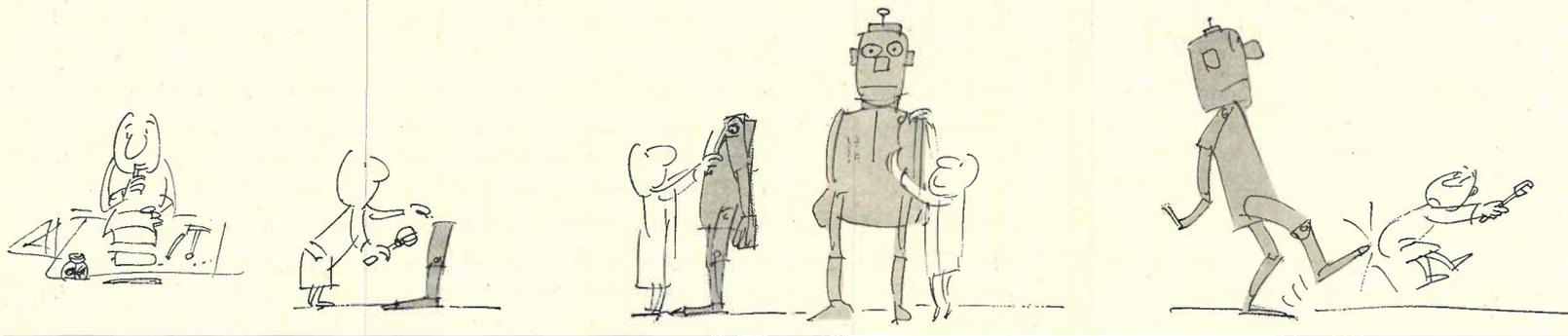
Dans les pays avancés, constate M. Morse, où les besoins matériels sont de mieux en mieux satisfaits, on voit se développer une autre sorte de pauvreté, la pauvreté spirituelle et l'on assiste « à la recherche de l'épanouissement spirituel, à une amélioration qualitative de l'existence ».

La misère des travailleurs étrangers

C'est avec intérêt que nous avons lu les passages relatifs aux travailleurs étrangers, question brûlante pour la Suisse, comme pour tous les pays « avancés ». L'ancien directeur général de l'OIT plaide, en effet, pour que des mesures appropriées soient prises en faveur de ces hommes déracinés pour leur permettre d'avoir une existence convenable. « On pourrait, écrit-il, améliorer leur information et leurs contacts dans l'entreprise, auprès des autorités et dans la société en général, en les aidant à participer à la vie et aux responsabilités collectives ».

En résumé, M. Morse propose des mesures d'une importance telle que la plupart des gouvernements ne disposent pas aujourd'hui des moyens techniques ou administratifs de les mettre en œuvre. Mais il faut néanmoins y parvenir. Il s'agit là de la grande tâche de notre époque « qui requiert le concours actif de la population tout entière ».

N'y a-t-il pas là de profonds sujets de réflexion et d'action pour nos étudiants « enragés », pour nos syndicalistes « insatisfaits », pour nos employeurs « débordés » ? Assurément, c'est dans ce sens que la solidarité humaine devra s'exercer au cours de la prochaine décennie. P.-E. D.



Le Premier Cercle

par Alexandre Soljenitsyne¹

UN nom n'a pas quitté la liste des *best-sellers* depuis plusieurs mois, dans la plupart des pays occidentaux ; c'est celui d'Alexandre Soljenitsyne. L'un après l'autre, les livres de cet auteur obtiennent un grand succès. Les critiques, quant à eux, se surpassent pour faire l'éloge de Soljenitsyne, relevant « son sens absolu du réel », « la puissance tolstoïenne de ses personnages », « sa profonde humanité », etc., pour ne mentionner que quelques-uns des superlatifs utilisés.

La seule personne qui ne semble pas être affectée par toutes ces louanges est Soljenitsyne lui-même. Il vit pratiquement isolé dans la petite ville provinciale de Ryazan. Depuis son exclusion de l'Union des écrivains soviétiques, à la fin de 1969, il ne peut plus publier ses principales œuvres dans son pays. Il refuse d'aller à l'étranger, car il sait qu'il ne pourrait plus rentrer chez lui, une fois franchies les frontières de l'URSS. Et cependant, le succès de ses livres hors de son pays le laisse froid. Il a même engagé un avocat suisse pour défendre ses droits contre tout éditeur qui imprimerait ses œuvres, en dehors de l'URSS, sans son autorisation — ce qui s'est déjà passé trop souvent au cours de ces dernières années. Il faut trouver la raison de cette attitude dans le fait que Soljenitsyne croit fermement que son principal public doit être le peuple russe et que ses écrits sont destinés avant tout à ses compatriotes. Dans une lettre adressée au Congrès des écrivains soviétiques de 1967, il écrivait : « Je suis prêt à mourir pour que la vérité puisse vivre ».

Espoir malgré la tragédie

Quelle est cette vérité que Soljenitsyne recherche ? Dans *Le Premier Cercle*, aussi bien que dans son premier livre qui fit son succès *Une Journée d'Ivan Denissovitch*, le sujet principal est l'innocent citoyen russe victime des persécutions staliniennes. Ce n'est pas une attaque du régime soviétique lui-même, mais une description des plus réalistes de la vie dans les camps de détention soviétiques. Soljenitsyne, naturellement, connaît bien son sujet. Il a passé lui-même 11 ans dans ces camps à la suite de déclarations anti-staliniennes.

Six cents pages sur la vie dans un camp de prisonniers — dans le *Premier Cercle*, il s'agit d'un camp spécial pour « prisonniers scientifiques » qui font des recherches tout en purgeant leurs peines — pourraient rendre la lecture peu attrayante. Mais le génie de Soljenitsyne, c'est qu'en dépit de la tristesse et de la tragédie qui pénètrent nécessairement le récit, on ne peut s'empêcher d'être encouragé et même transporté par lui.

Les critiques sont divisés quant aux raisons qui ont fait du *Premier Cercle* un tel succès. Certains disent que l'auteur a « su réaliser le tour de force de mettre à jour une forme actuelle de réalisme socialiste ». D'autres déplorent que Soljenitsyne n'ait pas suivi de plus près le développement de la littérature moderne, et qu'il ait écrit un livre que chacun

peut prendre et lire sans avoir à faire un énorme effort pour comprendre ce que l'auteur veut exprimer. Mais il se pourrait que les critiques soient complètement à côté de la question. Pourquoi Soljenitsyne n'écrirait-il pas simplement ce qu'il ressent au plus profond de son cœur ? La philosophie de vie reflétée par le livre — qui comprend encore, à l'étonnement du lecteur occidental, la croyance en une conscience humaine, à l'intégrité de l'individu, à l'amitié, la camaraderie, la fidélité dans le mariage et l'amour vrai — pourrait bien être la philosophie profonde de l'auteur lui-même. Même certains des critiques allemands doivent admettre qu'« il se pourrait qu'une grande partie du public trouve dans ces romans quelque chose à quoi il aspire vraiment et ne peut trouver nulle part ailleurs dans la littérature moderne allemande ».

Le Premier Cercle est plein de descriptions extraordinaires. À côté des activités dans le camp, on peut y suivre la vie des officiers du service de sécurité, — qui sont en quelque sorte beaucoup plus prisonniers que les détenus du camp — et l'on peut lire trois chapitres qui jettent une lumière sur la psychologie et la vie de Staline lui-même. Ils se terminent par quelques lignes qui pourraient bien devenir un classique :

C'était une dure vieillesse. Une vieillesse sans amis. Une vieillesse sans amour. Une vieillesse sans foi. Une vieillesse sans désir.

Même sa fille bien-aimée lui était devenue inutile et elle n'avait le droit de le voir que les jours fériés.

Cette impression de mémoire qui s'effaçait, d'esprit qui faiblissait, de solitude marchant sur lui comme la paralysie, tout cela l'emplissait d'une terreur désespérée.

La mort avait déjà fait son nid en lui, et il refusait d'y croire !

Mais les passages les plus vivants de cet ouvrage sont, de loin, les conversations. Dans l'une d'elles, le ministre de la sécurité de l'Etat, Abakoumov, essaye d'amener un prisonnier, Bobynine, à coopérer avec les autorités :

Ecoutez, prisonnier. Si je suis accommodant avec vous, ne vous oubliez quand même pas...

— Et si vous êtes grossier avec moi, je ne vous parlerai même pas, citoyen ministre. Engueulez vos colonels et vos généraux. Ils ont trop de choses dans leur vie et ils ont peur de les perdre.

— Nous ferons aussi pression sur vous autant qu'il le faudra.

— Vous vous trompez, citoyen ministre ! fit Bobynine dont les yeux brillaient de haine. Je n'ai rien, vous comprenez : absolument rien ! Vous ne pouvez pas mettre la main sur ma femme ni sur mon enfant : une bombe s'en est chargée. Mes parents sont déjà morts. Je ne possède en tout sur cette terre que mon mouchoir... Il y a longtemps que vous m'avez ôté la liberté et vous n'avez pas le pouvoir de me la rendre parce que vous n'êtes pas libre vous-même... Alors avec quoi donc pouvez-

vous me menacer encore ? De quoi pouvez-vous me priver ? De mon travail d'ingénieur ? Vous y perdriez plus que moi... Comprenez bien une chose et expliquez-la à tous les dirigeants qui ont besoin de le savoir : vous n'êtes forts que dans la mesure où vous ne privez pas les gens de tout. Car quelqu'un que vous avez privé de tout n'est plus en votre pouvoir. Il est de nouveau entièrement libre.

Dans une autre conversation entre deux beaux-frères, dont l'un est diplomate et l'autre écrivain, on peut lire entre les lignes quelles sont les convictions de Soljenitsyne lui-même en tant qu'écrivain :

D'un geste rapide, Innokenty tendit la main au-dessus de la table, la posa sur celle de Galakhov et dit, cette fois sans raillerie : « Nicolas, est-ce que vraiment la littérature doit reproduire le règlement militaire, ou les journaux, ou les mots d'ordre?... Mais alors, à quoi bon la littérature ? Après tout, l'écrivain enseigne au peuple ; c'est certainement ce que nous avons toujours compris. Un grand écrivain — je ne devrais peut-être pas dire ça, je vais parler plus bas — au fond, un grand écrivain est un second gouvernement. C'est pourquoi, nulle part, aucun régime n'a jamais aimé ses grands écrivains, seulement les petits.

P. S.

AUJOURD'HUI

COMME HIER...



Pour obtenir un délicieux café au lait, une seule méthode :

2 cuillerés de café
+ 1 cuillerée de « TELL »

là est le secret d'un bon café !

Dangers et espoirs de « l'ouverture à l'Est »

Le chancelier Willy Brandt n'a pas une position enviable. Il est comme un jongleur qui aurait lancé trop de balles en l'air mais espère, malgré tout, n'en laisser tomber aucune. S'il a réussi, jusqu'à maintenant, à continuer ce jeu hasardeux, personne n'ose prédire jusqu'à quand il le poursuivra.

La politique orientale de M. Brandt aurait été difficile, même en temps normal ; mais les événements de ces derniers mois ont amené, dans les affaires intérieures et extérieures de l'Allemagne, des complications imprévisibles il y a peu encore. Comment le chancelier aurait-il pu savoir que la crise au Cambodge et l'engagement croissant des Russes dans les affaires du Moyen-Orient allaient compliquer une équation Est-Ouest déjà complexe ? Et comment aurait-il pu savoir, avant d'entamer son dialogue avec l'Est, qu'il serait inexorablement poussé à rechercher des résultats, à cause d'importantes élections provinciales le 14 juin ?

De toutes les négociations, celles entre la République fédérale allemande et la République démocratique allemande ont été les moins productives. Le premier tour des conversations au sommet à Erfurt (RDA) peut encore être considéré comme un succès pour M. Brandt. La vague d'acclamations populaires qui accueillit le visiteur de Bonn — sur laquelle les Allemands de l'Est n'avaient pas compté et qu'ils n'ont pas pu arrêter à temps — et l'atmosphère relativement plaisante des conversations elles-mêmes ont renforcé la position de ceux qui voulaient poursuivre le dialogue.

Mais les seconds entretiens se terminèrent dans une réelle impasse, et ils auraient pu finir plus mal encore. La rencontre entre MM. Brandt et Stoph ayant été annoncée plusieurs semaines à l'avance, supporters et opposants du régime de l'Allemagne de l'Est avaient eu le temps de mobiliser leurs troupes. Avant même l'ouverture de la séance, des manifestants forcèrent les cordons de police et l'un d'eux atteint même la voiture officielle du chef de la RDA. Cela donna à Willy Stoph l'occasion d'interrompre M. Brandt pendant son discours d'ouverture et d'accuser l'Allemagne occidentale d'« agitation fasciste » et d'« incitation au crime ».

Les résultats de la rencontre de Kassel ont été nuls. On est fondé à les considérer comme ayant tourné à l'avantage de l'Allemagne de l'Est par le fait que M. Brandt a admis la possibilité d'une future reconnaissance de la RDA, sans recevoir aucune concession en retour. Lorsque le chancelier ouest-allemand vit partir M. Stoph et sa délégation, il n'y avait eu aucun accord pour un communiqué final, ni de date fixée pour une prochaine rencontre.

Heureusement pour lui — ou bien était-ce un mouvement bien réglé ? — au même moment, le secrétaire d'Etat, Egon Bahr, rentra de Moscou après la troisième série d'entretiens sur un traité de non-agression entre Bonn et l'URSS. Personne, à part les plus proches collaborateurs du chancelier, ne fut mis au courant du contenu des longues conversations entre l'envoyé allemand et le ministre des affaires étrangères, Gromyko ; mais pour la première fois, M. Bahr annonça à la presse qu'une sorte d'accord était à portée de main. C'était l'instant propice aux spéculations, et l'on discutait déjà d'un éventuel voyage du ministre des affaires étrangères, M. Scheel, à Moscou pour l'ouverture des vraies négociations. Celui-ci, qui est aussi à la tête du Parti libéral démocratique, partenaire cadet de la coalition de Bonn, semblait très désireux d'entreprendre quelque chose qui puisse lui donner quelque soutien populaire avant les élections du 14 juin.

Allemagne-Pologne : aller au fond des choses

Alors qu'une intense activité régnait sur ces deux aspects de la politique orientale de la RFA, sur le troisième plan, celui des négociations avec la Pologne, on n'était pas complètement inactif. Les négociateurs officiels ayant convenu de se rencontrer à Bonn à partir du 8 juin seulement, la place était libre pour des échanges non officiels. Deux parlementaires de l'opposition CDU, MM. Petersen et Dichgans, choisirent ce moment pour accepter une invitation polonaise qui leur avait été remise lors de la rencontre de l'Union interparlementaire à la Nouvelle Dehli, l'automne dernier. A cette

époque, M. Petersen avait répondu à une violente attaque du représentant polonais en assumant la pleine responsabilité pour les torts de l'Allemagne envers le peuple polonais, et en demandant à ceux-ci « non pas d'oublier mais de pardonner ».

Alors qu'ils étaient encore dans la capitale polonaise, les deux membres CDU du Parlement publièrent une déclaration en 9 points qui fit les grands titres des journaux à Bonn aussi bien qu'à Varsovie. Dans celle-ci, ils demandaient que les deux pays ne se contentent pas simplement d'améliorer leurs relations sur le plan juridique. Ils insistaient sur la nécessité d'aller plus au fond des choses et d'atteindre la conscience même des deux peuples. Ils ajoutaient : « L'histoire germano-polonaise a été marquée par des événements terribles. Nous ne pouvons nous attaquer aux émotions produites par ceux-ci aussi longtemps que chaque partie déplore uniquement les injustices qui lui ont été faites, sans être prête à un examen de ses propres actes... Ne ferions-nous pas mieux de nous souvenir que l'histoire est pleine d'exemples d'injustice et que nous ne pouvons surmonter le passé que par une attitude consistant à dire : nous pardonnons et nous demandons pardon. Ne nous accrochons plus au passé, mais parlons de l'avenir. Que pouvons-nous faire maintenant, en prenant comme point de départ les réalités de mai 1970, pour aider à établir la paix et arrêter d'autres injustices ? »

A côté de ces points généraux, les deux députés firent quelques propositions concrètes pour résoudre la tension germano-polonaise. En tant que représentants de l'opposition, ils n'étaient naturellement pas habilités à négocier avec les autorités polonaises, mais cela leur donna l'avantage de découvrir ce que les Polonais ordinaires, de tous les milieux, pensaient vraiment. Pour Willy Brandt, il pourrait être important d'avoir le soutien de l'opposition dans une partie au moins de sa politique à l'égard de l'Est. Et si de nouvelles relations pouvaient s'établir entre Bonn et Varsovie, ce serait un pas en avant non seulement pour les deux partis à Bonn, mais pour l'Europe entière.

P. Spoerri.



Ed. Suter s.a.
Villeneuve

Viandes
Charcuterie
Conserves

La qualité Suter



Garage de Bergère

J. L. HERZIG
1800 Vevey
Tél. 51 02 55

A propos d'un best-seller

CE qui est curieux, avec l'éducation que tu leur donnes, c'est que tes enfants n'aient pas d'orthographe, dit Jeanne...

« Jeanne semble tenir pour acquis que Mallet-Joris et la guitare, le désordre et le catéchisme, les animaux et la poésie, tout cela fait partie d'un plan préétabli qu'elle désapprouve, mais où elle respecte une volonté consciente. Hélas ! Est-ce que je donne une éducation à mes enfants ? Il serait peut-être temps d'y penser. »

Si cette réflexion inquiète n'apparaît qu'à la page 92 de *La Maison de Papier*¹, si elle est exprimée sur un ton badin, comme tout ce livre où le pittoresque et la gaieté fusent irrésistiblement, elle est pourtant omniprésente pour Françoise Mallet-Joris. En fait, cet écrivain, mère de quatre enfants, se demande au fil du livre comment donner aujourd'hui à sa famille une éducation chrétienne, ou, ce qui revient au même, comment vivre, elle, totalement sa foi.

« Jusque dans la vie quotidienne, constate-t-elle, on vit à rebours des vérités chrétiennes, des priorités chrétiennes les plus fondamentales et on appelle cela être adapté à la société. » Sa recherche elle la fait partager au lecteur à travers les péripéties d'une vie de famille passablement échevelée.

Est-ce un signe qu'elle a réussi, pas réussi, trop bien réussi, si Daniel donne son pullover tout neuf à un camarade dépourvu (peut-être à un hippie !) ou si Pauline veut céder sa place et son équipement de vacances de neige à un enfant qui n'a pas de quoi y aller ?

Et si, lors d'une discussion sur les écarts de langage où elle reconnaît que cela n'a peut-être pas une énorme importance devant Dieu, mais que pour les autres gens, etc., Alberte interrompt : « Qu'est-ce que ça fait le monde ? Il n'y a que Dieu qui compte ».

Quand on habite le Quartier Latin, qu'on a une maison ouverte à tout venant, et que ce

tout venant peut être un clochard aussi bien qu'un artiste, les enfants voient des choses qui au siècle dernier leur auraient été soigneusement cachées.

« On me dira : quel milieu ! écrit Françoise Mallet-Joris. Dois-je les mettre en pension ? Peintre, Jacques voit des peintres. Puis-je les réduire au silence ? Et le pourrais-je, ne ferais-je pas régner une atmosphère de gêne qui les troublerait plus que la liberté des propos qui s'échangent ?... Ce qui est grave, c'est cette difficulté de leur montrer que l'idéal chrétien est autre chose, c'est, en somme, de ne pas les emprisonner dans la morale d'une société, mais de leur apprendre à la dépasser par le haut. »

« Ce qui est difficile, précise-t-elle en parlant d'Alberte, c'est de lui donner le sens d'un certain idéal sans la cloisonner, c'est de lui apprendre à ne pas juger sans lui faire perdre le sens des valeurs. »

Autre thème qui fait surface à plus d'une reprise dans le livre, le pourquoi des enfants — et le nôtre bien sûr — face à la souffrance, face au mal.

La conversation porte sur un maçon portugais qui a été congédié parce qu'il était malade. Les enfants en ont pleuré. « Tu ne peux pas le prendre toi ? implore Pauline... On ne peut pas faire une manifestation ? demande Vincent... Heureusement qu'il y a le Paradis, dit Alberte fermement... »

— Oui. Mais on ne peut pas se fonder sur le Paradis pour ne rien faire sur la terre et se dire que tout va s'arranger.

— Se quoi sur le Paradis ?

— Se fonder. Se servir de l'idée du Paradis pour ne pas s'engager sur la terre.

— Ne pas quoi ?... »

Françoise Mallet-Joris refuse d'offrir à ses enfants « l'engourdissement d'une promesse trop précise qui les dispense de réfléchir » et leur permette de se croiser les bras devant le malheur du monde.

N'est-ce pas un aspect intéressant de notre drôle de monde qu'un livre exposant cette recherche — avec un humour débordant, il faut le dire — se soit maintenu si longtemps cette année au premier rang des ventes de nos libraires ?

Françoise Mallet-Joris se demande mélancoliquement si tous les enfants posent autant de questions embarrassantes que les siens. Elle se console en pensant que le fait qu'ils les posent est en soi une réalisation, à notre époque d'incommunicabilité. Si elle ne les esquivait pas, elle ne prétend à aucun moment les avoir résolues. Elle est la première à reconnaître que, s'il existe un uniforme pour la vie chrétienne, il doit manquer quelques boutons au sien !

En fait, je me demande si elle ne pêche pas par excès de modestie. Si beaucoup de chrétiens ne sont pas plus prêts aujourd'hui à souffrir des boutons qui manquent qu'à décider de les recoudre. Un des pires traquenards est de fixer notre objectif de parents ou d'éducateurs trop bas : viser à la confiance, établir le climat où les enfants peuvent tout dire, certes c'est important, et plus que jamais de nos jours où ils sont attaqués heure après heure dès leur plus jeune âge par la pornographie, la malhonnêteté, la saleté sous toutes ses formes. Mais la confiance, la transparence ne sauraient être le but. Elles découlent de la clarté absolue de la vie des parents et de la dimension de la tâche entreprise en famille. Mais faire des enfants sans complexe, c'est le pis-aller de l'éducateur qui ne sait pas transmettre l'expérience du changement, du pardon — appelons-la comme on voudra. De celui qui n'y croit pas, parce qu'il l'a refusée lui-même ou ne l'a pas demandée comme un enfant. « Comment a-t-il fait, Dieu, pour nettoyer si vite mon cœur ? » a demandé l'autre jour notre fils de trois ans et demi au sortir d'une passe peu glorieuse. C'est l'expérience qui fait les révolutionnaires d'un monde nouveau. Elle fait d'une famille une lame claire et bien trempée. Sans elle... pitié pour nos boutonnières et pitié pour nous !

Jacqueline.

Pierrot
Ice-cream

... il est fait
de lait
et de crème!



La Malaisie nous accueille

par Catherine Guisan

DEPUIS son aéroport flambant neuf jusqu'à sa superbe mosquée nationale, Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie, frappe par son aspect prospère et net. Au pied des gratte-ciel se logent de petites échoppes chinoises. Dans les rues se croisent Malaises en sarong, Indiennes en saris, Chinoises en pantalons aussi bien qu'étudiantes en minijupes. Pays le plus prospère de l'Asie du Sud-Est avec une monnaie stable, la Malaisie produit un tiers du caoutchouc naturel consommé dans le monde, du zinc, du fer blanc, de l'huile de palme. Depuis son indépendance obtenue en 1957, elle a développé des usines où elle transforme une partie de ses matières premières.

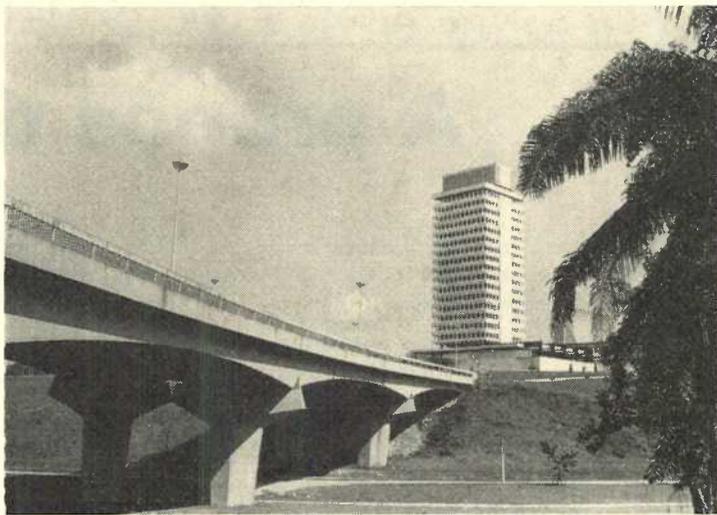
Le 13 mai 1969, des émeutes raciales secouèrent la Malaisie, révélant au monde étonné que derrière une façade heureuse se cachaient de profonds sentiments de méfiance et jalousie. Depuis, le gouvernement et divers organismes privés ont fait d'énergiques efforts pour rétablir l'unité nationale. Le 13 mai 1970 date anniversaire des émeutes, le Tunku Abdul Rahman, premier ministre de Malaisie, transmet par radio et télévision son message de bienvenue à la troupe de Il est permis de se pencher au dehors, arrivée deux jours auparavant dans le pays.

Le comité d'invitation comprenait aussi bien Malais, que Chinois et Indiens et les membres de la troupe pendant tout leur séjour habitèrent dans des familles représentant les trois communautés. « C'est la première fois que je vois autant de Malais, Chinois et Indiens ensemble », commenta ma voisine lors d'une réception donnée pour le groupe du Réarmement moral. « Cela montre que c'est possible. »

Des milliers de Malais vinrent voir Il est permis de se pencher au dehors. En regardant les 400 enfants chinois qui assistaient à une matinée, un docteur renommé nous dit: « Dans quelques années, il est possible que les jeunes garçons soient dans la jungle entraînés comme guérilleros. Ce qu'ils voient aujourd'hui est peut-être le seul espoir qu'ils prennent une autre voie ».

Depuis les émeutes de l'an passé, le gouvernement a créé à Dusun Tua un centre d'entraînement où des jeunes villageois reçoivent une formation civique et professionnelle. Ces jeunes gens construisaient en quelques heures une scène pour donner au Réarmement moral la possibilité de donner son spectacle pour 3000 d'entre eux.

L'Asie du Sud-Est avec ses 200 millions d'habitants, son pétrole et ses ressources minérales et végétales, est une des régions les plus riches et les plus convoitées du globe. Tun Tan Siew Sin, le ministre des finances, qui avait reçu officiellement le groupe du Réarmement moral, déclara à la nation dans son message d'anniversaire: « Mon vœu est que la Malaisie devienne un modèle de société multiraciale et soit un rayon d'espoir pour l'Asie ». Si ces paroles se réalisent, la Malaisie, encore épargnée par la guerre et au développement rapide, peut être cette nation-pilote dont le monde a tant besoin aujourd'hui.



Kuala-Lumpur, la moderne capitale de Malaisie, et son parlement.

Photos : D. Maillefer



Après une représentation ; voici Eliane Maillefer, de Suisse, en conversation avec de jeunes Malais d'origine chinoise.



La revue des jeunes Européens a été donnée dans le grand hall de l'université.